



## Rapport financier intermédiaire amendé Deuxième trimestre se terminant le 31 décembre 2010

www.h2oinnovation.com  
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :  
Bourse de croissance TSX inc. : HEO  
Alternext : MNEMO : ALHEO

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Bien que les ventes totales de H<sub>2</sub>O Innovation pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 soient comparables à celles du trimestre précédent, nos résultats marquent une saine progression, comme le démontrent le BAIIA<sup>1</sup> ajusté positif et la génération de fonds par nos activités d'exploitation. Au cours du trimestre, notre Société a maintenu son cap avec constance, renforçant son modèle d'affaires, rationalisant ses opérations et développant son carnet de commandes d'équipement. Les résultats de ce trimestre montrent également des améliorations clés comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, l'amélioration des processus de gestion de projets et l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, entre autres, nous ont permis de générer une marge bénéficiaire brute de 31,4 %, en hausse par rapport aux 22,1 % enregistrés au trimestre correspondant terminé le 31 décembre 2009. Cette marge brute plus élevée a été enregistrée sur un chiffre d'affaires moindre. Ce qui témoigne de l'impact des gains de productivité issus de notre programme de réduction des coûts et de contrôle des dépenses initié il y a deux trimestres tout comme de l'apport des ventes de services et produits consommables. Une proportion plus élevée des ventes de systèmes industriels par rapport aux projets municipaux dans la composition des revenus du trimestre a également contribué de manière positive à la croissance de cette marge.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, H<sub>2</sub>O Innovation a obtenu plus de nouvelles commandes d'équipement et de systèmes que celle ne enregistré de revenus de même nature, et ce, pour un quatrième trimestre consécutif. Les commandes d'équipement et de systèmes pour le trimestre se sont élevées à 7,4 M \$, contre seulement 4,2 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La poursuite de cette tendance est un signe positif qui nous laisse présager un niveau plus élevé de revenus provenant des ventes de systèmes et d'équipement au cours des prochains trimestres.

Les nouvelles commandes enregistrées pendant le trimestre ont porté le carnet de commandes de la Société à 15,1 M \$ au 31 décembre 2010, ce qui représente une légère hausse comparativement au premier trimestre de l'exercice en cours et une hausse de 5,3 M \$ par rapport au 31 décembre 2009, date à laquelle il se levait à 9,8 M \$ seulement<sup>2</sup>. Le carnet de commandes de la Société se compose uniquement de ventes de systèmes et d'équipement et ne conclut ni les ventes de services et produits consommables ni le carnet de commandes de H<sub>2</sub>O Innovation India.

<sup>1</sup> Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

<sup>2</sup> Après annulation du contrat de 9,8 M \$ précédemment reporté de PCOSI.

Nos ventes de services et produits consommables pour le trimestre ont augmenté de près de 17 % à 2,8 M \$, contre 2,4 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au début du trimestre, nous avons réaménagé et rénové notre usine de production de produits chimiques de spécialités située à Vista, en Californie. Ces nouvelles améliorations permettent à notre unité d'affaires Professional Water Technologies (« PWT ») d'être plus efficace dans ses opérations de synthèse et de production de polymères, ce qui génère de plus grandes économies d'échelle et permet un délai de production plus rapide pour nos clients. autant d'éléments cruciaux pour les commandes de grande envergure générées par son réseau de distributeurs internationaux.

À 1,96 M \$, le niveau de nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux pour le trimestre était en baisse d'environ 19 000 \$ comparativement au trimestre précédent de l'exercice en cours, et en baisse de plus de 270 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 12,2 %. Ainsi, nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux ont été réduits de près de 317 000 \$ pour la première moitié de l'exercice 2011. La direction s'attend à ce que les effets du programme de réduction des coûts et de contrôle des dépenses continuent à se faire sentir sur le niveau de nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux au cours des prochains mois de l'exercice, alors qu'un plus grand nombre de mesures commence à donner des résultats.

Le BAIIA pour le trimestre a atteint (19 376 \$), contre (982 738 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2009. Pour ce même trimestre, le BAIIA ajusté (excluant la perte de change non matérialisée (nulle) et les rémunérations à base d'actions de (84 908 \$)) a atteint un niveau positif à 65 532 \$, contre (760 658 \$) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La direction croit que la Société pourra enregistrer des niveaux positifs de BAIIA ajusté au cours des six prochains mois de l'exercice, concurremment à une augmentation de nos ventes totales. et à supposer que les autres variables restent stables.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2011, la Société a enregistré une perte nette de (1,19 M \$) ou (0,020 \$ par action), comparativement à (2,22 M \$) ou (0,04 \$ par action) pour la période de six mois correspondante de l'exercice précédent, soit une amélioration de 1,02 M \$.

La direction est satisfaite du fonds de roulement et de la situation financière de la Société en fin de trimestre, malgré un niveau de liquidités momentanément peu élevé. Au 31 décembre 2010, H<sub>2</sub>O Innovation enregistre un ratio de fonds de roulement de 1,8, un niveau que la direction juge équilibré. En fin de période, comparativement au 30 juin 2010, la Société enregistre une hausse de 3,1 M \$ de ses débiteurs, due à la signature de plusieurs projets peu avant le 31 décembre 2010. Notre bilan reflète une augmentation des stocks de 0,66 M \$, alors que nous nous préparons au début de la saison de production acéricole et à une importante commande de produits chimiques de spécialité. Le bilan de la Société au 31 décembre 2010 affiche par ailleurs une baisse de 1,32 M \$ des créiteurs comparativement au 30 juin 2010. La direction utilise à bon escient les lignes de crédit de la Société de manière à assurer un financement à court terme et à gérer la disparité entre les entrées et les sorties de fonds causée par l'évolution des projets.

D'un point de vue commercial, les ventes de nos systèmes de traitement des eaux usées et de recyclage d'eau continuent de bien progresser, avec la signature des premières ventes de systèmes Bio-Wheel et Bio-Brane dans les provinces canadiennes de l'Alberta et du Manitoba, pour des applications industrielles et municipales. Ces premiers systèmes Bio-Wheel et Bio-Brane au Canada constituent des fondations prometteuses pour la technologie propriétaire de traitement des eaux usées de H<sub>2</sub>O Innovation au Canada, qui accroît ainsi son marché à l'extérieur des États-Unis où près de 100 systèmes Bio-Wheel et Bio-Brane sont déjà en opération. Le marché municipal des systèmes d'eau potable a également généré de solides opportunités durant le trimestre, tout particulièrement aux États-Unis. Pour sa part, le marché des systèmes de traitement des eaux industrielles a montré de sérieux signes de reprise et apporté de nombreuses ouvertures, tant au Canada qu'aux États-Unis. Nos équipes de ventes se sont concentrées sur les marchés de l'énergie, de la production électrique et du pétrole & du gaz, marchés dans lesquels notre liste de références constitue un avantage compétitif.

Au cours du trimestre, nous avons également signé de nouvelles ententes d'approvisionnement avec quelques fournisseurs clés; ces ententes nous permettront de développer notre efficacité et nos économies d'échelle pour les gros volumes de matières premières. Sur cette base, et avec la mise à jour de notre système de gestion intégré (prévue pour les deux prochains trimestres) et sa mise en place dans notre usine de produits chimiques de spécialités à Vista, en Californie, la direction continuera au cours des prochains mois à se concentrer sur les opérations pour accroître notre compétitivité et ainsi soutenir davantage nos forces de ventes internes et externes.



Frédéric Dugré  
**Président et chef de la direction**

## RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H<sub>2</sub>O Innovation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 décembre 2009, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 31 décembre 2010 à celui du 30 juin 2010. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H<sub>2</sub>O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qui est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « attendre », « croire », « estimer » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) dans la Notice annuelle de la Société datée du 21 septembre 2010. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H<sub>2</sub>O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

## VISION, MISSION ET PROFIL

### NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

### NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

### NOTRE PROFIL

Forte de plus de 10 ans d'expérience dans les solutions de traitement de l'eau, H<sub>2</sub>O Innovation s'affirme en tant que acteur de premier plan dans le domaine des technologies propres et du développement durable. H<sub>2</sub>O Innovation conçoit, fabrique et implante des systèmes sur mesure de traitement de l'eau potable, de recyclage d'eau, de dessalement, d'assainissement des eaux usées et de production d'eaux de procédés industriels pour les marchés municipal et communautaire, commercial, industriel, minier et énergétique. De plus, H<sub>2</sub>O Innovation offre une gamme complète de solutions d'exploitation et d'entretien des systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. H<sub>2</sub>O Innovation est également partenaire fondateur de H<sub>2</sub>O Innovation India, une coentreprise avec Chembond Chemicals de Mumbai, Inde. H<sub>2</sub>O Innovation compte environ 100 employés et dispose de huit places d'affaires dont trois usines de fabrication et d'assemblage au Canada et aux États-Unis.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Principales données financières (non vérifiées)

	Trois mois terminés les 31 décembre		Six mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Ventes	6 421 506	7 087 242	12 761 372	15 493 852
Bénéfice brut	2 017 729	1 568 895	3 910 674	4 077 579
Marge bénéficiaire brute	31,4 %	22,1%	30,6%	26,3%
Frais d'exploitation, de vente, admin. et généraux	1 969 771	2 243 055	3 958 318	4 275 187
Perte nette	(544 417)	(1 576 222)	(1 191 823)	(2 218 910)
Perte nette de base et diluée par action	(0,009)	(0,029)	(0,020)	(0,040)
BAIIA	(19 376)	(982 738)	(101,367)	(1 055 598)
BAIIA ajusté	65 532	(760 658)	9,305	(271 458)

### Produits et bénéfice brut

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011, les produits générés affichent une baisse de 9 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais une légère hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours. Cette stabilisation du niveau des ventes au cours des six derniers mois démontre une gestion prudente et avisée de la Société. Soutenus par une solide base de revenus provenant de la vente de services et produits consommables (2,8 M \$) ainsi qu'un niveau important de nouvelles commandes d'équipements et systèmes au cours du deuxième trimestre (7,4 M \$), nous pouvons raisonnablement espérer un redressement progressif du niveau des produits au cours des prochains trimestres.

Les résultats du deuxième trimestre reflètent également un niveau d'activité plus élevé dans le secteur industriel comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'apport en nouveaux projets industriels provient d'un redressement majeur du marché industriel visé par la Société, tandis que les entreprises manufacturières et celles spécialisées dans les ressources, le pétrole & le gaz et l'énergie, ainsi que de nombreux autres segments de l'économie privée, ont recommencé à investir dans l'équipement. De manière générale, la réalisation de projets industriels contribue à l'amélioration de nos marges bénéficiaires brutes puisqu'ils nous permettent de proposer à nos clients une offre de produits et services plus large et mieux intégrée. Au cours des derniers six mois, nos équipes commerciales ont travaillé à maximiser le rapprochement entre les équipements que nous fabriquons et nos produits consommables, parmi lesquels ceux offerts par notre unité d'affaires Professional Water Technologies (« PWT »). Ce rapprochement dans l'intégration de l'offre-client a déjà eu ses premiers effets positifs sur nos ventes, en plus de nous permettre de mieux aider nos clients dans l'opération de leurs systèmes et de sécuriser des relations-clients à plus long terme. Cette stratégie nous permet par ailleurs de mieux résister aux variations associées à la vente d'équipements, mais surtout de présenter une offre-client distinctive.

Le tableau suivant présente l'évolution de nos produits et des nouvelles commandes ainsi que la fluctuation de notre carnet de commandes au cours des six derniers trimestres. Cette analyse montre bien comment nous avons progressé dans un contexte économique volatile et comment notre modèle d'affaires combinant ventes d'équipements et ventes de produits consommables nous permet de mieux résister aux fluctuations.

	Exercice 2010				Exercice 2011	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Carnet de commandes	13,4 M \$*	9,8 M \$	14,5 M \$	14,7 M \$	14,3 M \$	15,1 M \$
Commandes d'équipements et systèmes	2,7 M \$	4,2 M \$	5,8 M \$	6,7 M \$	3,7 M \$	7,4 M \$
Ventes d'équipements et systèmes	6,1 M \$	4,7 M \$	3,6 M \$	3,1 M \$	3,5 M \$	3,6 M \$
<b>Ratio commandes / ventes</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>
Ventes de services et produits consommables	2,3 M \$	2,4 M \$	2,7 M \$	2,8 M \$	2,8 M \$	2,8 M \$
<b>Ventes totales</b>	<b>8,4 M \$</b>	<b>7,1 M \$</b>	<b>6,3 M \$</b>	<b>5,9 M \$</b>	<b>6,3 M \$</b>	<b>6,4 M \$</b>

\* Après annulation du contrat de 9,8 M \$ précédemment reporté de PCOSI

Pour ce deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010, les ventes totales se sont élevées à 6,4 M \$, comparativement à 7,1 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Malgré cette faible diminution de 0,7 M \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les ventes totales affichent une légère progression par rapport aux trois derniers trimestres (T3 et T4 de l'exercice 2010, et T1 de l'exercice 2011). Ce revirement est en partie lié à l'obtention de nouvelles commandes, mais aussi à l'apport soutenu des ventes de services et de produits consommables. Pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2010, les ventes totales se sont élevées à 12,8 M \$, comparativement à 15,5 M \$ pour la période correspondante de six mois terminée le 31 décembre 2009. Cet écart est principalement attribuable à l'environnement économique dans lequel la Société a évolué ces derniers mois.

La marge bénéficiaire brute du deuxième trimestre de l'exercice en cours a progressé à 31,4 %, comparativement à 22,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Cette hausse marquée de la marge bénéficiaire brute s'explique par l'apport soutenu de nos revenus de nature récurrente (services et produits consommables) et par la proportion supérieure de projets industriels dans la composition des revenus de la Société. De façon similaire, la marge bénéficiaire brute a progressé de 26,3 % à 30,6 % pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2009 et 2010 respectivement. La composition des produits (équipements versus services et produits consommables), la diversité des applications (potabilisation, assainissement, recyclage), la pondération de notre clientèle (municipale versus industrielle) et la situation géographique de nos clients sont autant de facteurs stratégiques qui influencent directement notre marge bénéficiaire brute. Les actions que nous avons initiées il y a deux ans visant à diversifier nos sources de revenus, étendre nos activités commerciales à l'extérieur du Canada et des États-Unis, améliorer notre gestion de projets et optimiser notre chaîne d'approvisionnement permettent aujourd'hui à la Société d'améliorer de manière continue ses marges bénéficiaires et sa compétitivité.

Le carnet de commandes, qui se compose uniquement des ventes de systèmes et d'équipements et n'inclut pas le carnet de commandes de la co-entreprise H<sub>2</sub>O Innovation India Ltd., a progressé de 9,8 M \$ à 15,1 M \$ pour les trimestres terminés les 31 décembre 2009 et 2010 respectivement. Cette progression significative du carnet de commandes au cours des douze derniers mois est attribuable à la reprise économique en Amérique du Nord et est susceptible de se traduire par une hausse de nos revenus pour les trimestres à venir, dans l'hypothèse où les autres variables, incluant les ventes de services et de produits consommables, demeurent stables. La signature de 7,4 M \$ de nouveaux contrats au cours de ce deuxième trimestre, comparativement à 4,2 M \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, contribue à soutenir cette tendance positive.

### Charges d'exploitation

Au cours de ce deuxième trimestre, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux ont diminué de 2,24 M \$ à 1,96 M \$ pour les trimestres terminés les 31 décembre 2009 et 2010 respectivement. Cette diminution de 12,2 % sur une période de douze mois témoigne des effets positifs du plan de contrôle des coûts et de réduction des dépenses annoncé au printemps 2010. De façon similaire, ces mêmes frais d'exploitation ont diminué de 4,27 M \$ à 3,96 M \$ pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2009 et 2010 respectivement. La direction compte maintenir ce même niveau de dépenses au cours des trimestres à venir, à l'exception des frais variables directement reliés au niveau des ventes.

L'augmentation de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour ce trimestre comparativement à celui de l'exercice précédent s'explique principalement par l'ajout d'améliorations locatives reliées à nos installations



de production de produits chimiques de spécialité PWT à notre usine de Vista, en Californie. Ces améliorations réalisées en grande partie au cours du premier trimestre permettent d'accroître significativement notre productivité et notre efficacité tout en assurant une production des plus sécuritaires.

De plus, la diminution de la charge d'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010 comparativement au trimestre équivalent de l'exercice précédent s'explique par l'impact de la dépréciation de 1,8 M \$ des actifs incorporels enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice financier terminé le 30 juin 2010.

À ce jour, la direction n'est au fait d'aucun facteur ou indice pouvant affecter la valeur des actifs incorporels ni de la recouvrabilité des écarts d'acquisition.

## BAIIA

Le BAIIA<sup>3</sup> pour le deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 a atteint (19 376 \$) comparativement à (982 738 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2009. Sur une base semestrielle, le BAIIA s'est élevé à (101 367 \$) et (1 055 598 \$) pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009 respectivement. En excluant les pertes de change non matérialisées et la rémunération à base d'actions, le BAIIA ajusté s'élève à 65 532 \$ comparativement à (760 658 \$) pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009 respectivement.

Ce revirement marque un changement important dans l'exercice financier 2011 puisqu'il témoigne des effets positifs de l'amélioration de la marge bénéficiaire brute combinée aux efforts de rationalisation des derniers mois. L'atteinte d'un BAIIA ajusté positif avec un chiffre d'affaires de 6,4 M \$ seulement pour ce deuxième trimestre laisse présager une possible augmentation du BAIIA, dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires augmente au cours des prochains trimestres. Sur une base semestrielle, le BAIIA ajusté s'élève à 9 305 \$ et (271 458 \$) pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009 respectivement. La progression positive du BAIIA au cours des prochains trimestres demeure la priorité de la direction.

## Autres revenus et dépenses

Le reclassement des opérations étrangères de la Société, qui passent d'intégrées à autonomes (tel qu'expliqué ci-dessous dans la section « Changements comptables »), élimine la perte de change non matérialisée de 92 614 \$ et dégage une perte de change matérialisée de 3 340 \$ au 31 décembre 2010, comparativement à une perte de change principalement non matérialisée de 757 603 \$ au 31 décembre 2009.

Les frais d'intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 185 188 \$ à 146 575 \$ pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2010 respectivement. Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2009 et 2010, ces mêmes frais ont également diminué de 386 562 \$ à 333 695 \$ respectivement. Cette baisse de plus de 26 % sur une base trimestrielle et de plus de 13 % sur une base semestrielle s'explique principalement par les remboursements en capital versés sur notre dette à long terme, soit 170 818 \$ au cours du deuxième trimestre et 341 081 \$ au cours des six premiers mois de l'exercice en cours.

## Perte nette

Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, la Société affiche une perte nette de (544 417 \$) ou (0,009 \$ par action), comparativement à une perte de (1 576 222 \$) ou (0,029 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice 2010. Sur une base semestrielle, la perte nette s'élève à (1 191 823 \$) ou (0,020 \$ par action) pour la période terminée le 31 décembre 2010, comparativement à (2 218 910 \$) ou (0,040 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bien que le résultat demeure négatif et que le chiffre d'affaires ait reculé comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la diminution de la perte au cours des périodes de trois et six mois de l'exercice en cours s'explique principalement par une amélioration de la marge bénéficiaire brute, une réduction du niveau des charges

<sup>3</sup> Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

d'exploitation, une diminution de la charge d'amortissement des actifs incorporels à la suite de la dépréciation comptabilisée en juin 2010 et une diminution des intérêts payés sur les dettes à long terme.

### Engagements contractuels

La Société est engagée après des contrats de location échéant en 2012, 2013 et 2017 à verser un montant de 1 766 500 \$ pour les locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 479 126 \$ en 2011, 387 249 \$ en 2012, 255 385 \$ en 2013, 181 174 \$ en 2014 et 185 541 \$ en 2015.

### Information sur le capital-actions

En date du 31 décembre 2010, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Au cours de ce deuxième trimestre, 25 000 actions ont été émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions au prix de 0,32 \$ par action.

Au cours des six premiers mois de l'exercice financier 2011, la Société a octroyé un total de 2 035 000 options d'achat d'actions à ses administrateurs et à son personnel clé, le tout conformément aux termes et conditions du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Ces octrois ont pour but de mettre en place un plan d'intéressement et de compensation afin de fidéliser le personnel et de l'inciter au rendement dans le cadre du développement à long terme de la Société et de l'accroissement de valeur pour ses actionnaires. Chaque option donne à son détenteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,50 \$ avant la fin septembre et/ou novembre 2020; les périodes d'acquisition vont de deux à quatre ans.

## SITUATION FINANCIÈRE

Après la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, les **activités d'exploitation** ont généré des fonds de 67 095 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à une utilisation de fonds de 3 651 957 \$ pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2009. Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009, la Société a utilisé 2 721 905 \$ et 3 582 268 \$ de fonds respectivement. L'amélioration de l'utilisation des fonds liés à l'exploitation tant au cours du trimestre que durant la période de six mois est principalement attribuable à l'amélioration de nos activités d'exploitation et à la diminution significative de la perte nette au 31 décembre 2010.

Pour ce deuxième trimestre, les **activités d'investissement** ont nécessité des liquidités nettes de 658 624 \$ s'expliquant d'une part par l'acquisition d'immobilisations liées à nos opérations manufacturières pour un montant de 56 772 \$ et d'autre part par des versements liés à des contreparties conditionnelles relatifs à des acquisitions antérieures s'élèvent à 452 366 \$.

Les **activités de financement** ont utilisé des liquidités nettes de 32 388 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011, comparativement à 218 750 \$ de fonds utilisés pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2009.



## SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le			
	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 mars 2010
Produits	6 421 506	6 339 866	5 921 355	6 312 349
BAIIA	(19 376)	(81 991)	(785 178)	(980 271)
Bénéfice net (Perte nette)	(544 417)	(647 406)	(6 220 440)	(1 558 567)
BPA de base et dilué	(0,009)	(0,011)	(0,113)	(0,028)

	Périodes de trois mois terminées le			
	31 décembre 2009	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 mars 2009
Produits	7 087 242	8 406 610	7 322 452	8 797 872
BAIIA	(982 738)	(72 860)	(1 301 902)	1 180 650
Bénéfice net (Perte nette)	(1 576 222)	(642 688)	(1 067 448)	684 423
BPA de base et dilué	(0,029)	(0,012)	(0,022)	0,014

## GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres, la dette à long terme et la débenture convertible diminuée de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

## PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables que nous utilisons sont les mêmes depuis le 30 juin 2010, à l'exception du reclassement des opérations étrangères de la Société, tel qu'expliqué dans la section suivante. Pour une description complète de nos principales conventions et estimations comptables, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés au 30 juin 2010.

## CHANGEMENTS COMPTABLES

Dans ses états financiers intermédiaires de l'exercice 2011 pour les périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010, la direction avait reflété les opérations étrangères de la Société comme étant intégrées. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, elle a complété une analyse détaillée de la nature de ses opérations étrangères et de leur environnement. Suite à cette analyse, il apparaît que des changements notables sont survenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux opérations étrangères. Ces changements notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux opérations étrangères de la Société. Les opérations étrangères ont donc été reclassées, passant d'intégrées à autonomes, et les états financiers intermédiaires amendés des périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010 ont été redéposés le 12 mai 2011.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans la section relative aux capitaux propres. La conversion applicable aux entités canadiennes demeure inchangée.

Les ajustements résultant de la conversion appliquée aux filiales étrangères et à la coentreprise de la Société au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Cette modification est appliquée de manière prospective à compter

du 1<sup>er</sup> juillet 2010. Les états financiers intermédiaires des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010 ont été amendés en conséquence et redéposés; ils contiennent des informations sur les effets de ce changement comptable.

Les tableaux suivants présentent les changements les plus importants apportés aux états financiers des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010 :

<b>Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur le bilan consolidé</b>	
<b>ACTIFS</b>	
Baisse des actifs à long terme	(\$381 190)
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>	
Baisse du déficit	(\$182 207)
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu	\$563 397
Impact net	\$381 190

<b>Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés</b>	
<b>DÉPENSES</b>	
Baisse des dépenses	\$52 193
Baisse de la perte de change	\$129 294
Baisse de la perte nette	\$182 207

<b>Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les bilans consolidés</b>	
<b>ACTIF</b>	
Baisse des actifs à long terme	(1 046 532 \$)
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>	
Baisse du déficit	(289 495 \$)
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu	1 373 128 \$
Impact net	1 046 532 \$

<b>Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés (période de trois mois)</b>	
<b>DÉPENSES</b>	
Baisse des dépenses	14 674 \$
Baisse de la perte de change non matérialisée	92 614 \$
Baisse de la perte nette	107 288 \$

<b>Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés (période de six mois)</b>	
<b>DÉPENSES</b>	
Baisse des dépenses	67 587 \$
Baisse de la perte de change non matérialisée	221 908 \$
Baisse de la perte nette	289 495 \$

Le changement comptable n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010.

Pour une description complète des changements apportés aux états financiers des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010, veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés redressés redéposés le 12 mai 2011.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES

### Normes comptables à adopter ultérieurement

L'ICCA a publié les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- a) Le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », qui remplace l'ancien chapitre 1581 du même nom, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».
- b) Le chapitre 1601 « États financiers consolidés », qui remplace l'ancien chapitre 1600 du même nom, définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.
- c) Le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

## NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année civile 2011, l'adoption anticipée étant permise à compter de l'année civile 2009. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comptent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

Un plan de mise en œuvre pour la conversion aux IFRS a été élaboré. Les activités prévues conformément à ce plan incluent l'identification et la documentation des différences existantes entre les IFRS et les PCGR du Canada en matière de comptabilisation et d'informations à fournir, le choix des conventions comptables en vertu des IFRS, y compris l'examen des options disponibles en vertu de l'IFRS, l'établissement des incidences liées à la conversion sur les contrôles internes, les systèmes comptables et d'autres solutions et processus d'affaires, et le développement d'un programme de formation visant à aider les employés concernés aux fins de la transition et de la conformité continue aux IFRS.

### IFRS 1 - Première adoption des normes internationales d'information financière

#### Faits nouveaux concernant les conventions comptables

*Passages aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)*

L'analyse fournie dans la présente rubrique comporte des attentes, à la date de clôture, concernant le passage des PCGR du Canada aux IFRS publiées par l'IASB, ou IFRS de l'IASB (ci-après désignées les « IFRS »).

#### Dates clés

- ✓ Le 1<sup>er</sup> juillet 2010 (date de transition) : H<sub>2</sub>O Innovation préparera un bilan d'ouverture à cette date, conformément aux IFRS, afin de faciliter le basculement aux IFRS en 2011. H<sub>2</sub>O Innovation continuera de présenter les résultats de son exercice 2011 et les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux PCGR du Canada.
- ✓ Le 1<sup>er</sup> juillet 2011 (date de basculement) : date après laquelle H<sub>2</sub>O Innovation préparera et présentera ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2012 selon les IFRS et présentera également les chiffres correspondants de l'exercice 2011 selon les IFRS.

#### Répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition et choix de conventions comptables

Dans le cadre de la transition aux IFRS, la Société est tenue d'appliquer IFRS 1, ou toutes autres exigences liées à la préparation d'états financiers conformes aux IFRS pour la première période suivant la date de basculement. IFRS 1 doit uniquement être appliquée au moment du basculement, et prévoit l'application rétrospective de chaque IFRS,

comme si ces normes avaient toujours été en vigueur. IFRS 1 prévoit également certaines exceptions à l'égard de l'application rétrospective des IFRS et fournit une série d'exemptions facultatives à l'égard de l'application rétrospective afin de faciliter la transition vers l'ensemble des normes IFRS. Les décisions initiales de la Société relativement aux répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition sont présentées dans le tableau ci-dessous. De plus, la Société a déterminé un petit nombre de domaines pour lesquels des modifications de conventions comptables sont attendues et susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés.

Domaine	Choix et incidences
Regroupements d'entreprises antérieurs	<p><b>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition :</b> à l'heure actuelle, la Société ne prévoit pas retraiter ses regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> juillet 2010.</p> <p><b>Répercussions continues :</b> la Société avait des contreparties conditionnelles relativement à des regroupements d'entreprises antérieurs non reconnus par les PCGR du Canada. La Société procède actuellement à l'évaluation des obligations relatives à ces contreparties conditionnelles en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010.</p>
Juste valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en tant que coût présumé	<p><b>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition :</b> à l'heure actuelle, la Société prévoit comptabiliser ces éléments à la valeur comptable à la date de transition, à l'exception du bâtiment pour lequel une expertise en valeur est en cours.</p> <p><b>Répercussions continues :</b> à l'heure actuelle, la Société prévoit continuer à utiliser le modèle d'évaluation au coût pour chaque catégorie d'actifs, à l'exception du bâtiment.</p>
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	<p><b>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition :</b> à l'heure actuelle, la Société prévoit utiliser l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui sont réglées en instruments de capitaux propres et qui ont été attribuées au plus tard le 2 novembre 2002, ainsi que l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui ont été attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition.</p> <p><b>Répercussions continues :</b> à l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence d'une extinction sur les options d'achat d'actions dont les droits n'ont pas été acquis avant la date de transition.</p>
Désignation d'instruments financiers précédemment comptabilisés	<p><b>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition :</b> à l'heure actuelle, la Société ne prévoit pas reclasser les actifs financiers autres que les actifs "détenus à des fins de transaction" classés dans la catégorie des actifs "disponibles à la vente" en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010.</p> <p><b>Répercussions continues:</b> la Société n'anticipe pas d'autre répercussion.</p>

La Société continue d'évaluer les incidences monétaires de la conversion; ces incidences feront l'objet d'une communication détaillée une fois la conversion complétée.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2010, la Société était liée à des arrangements hors bilan consistant en des lettres de crédit s'élevant à 1,26 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates de l'exercice 2012. Dans ces lettres de crédit, 1 M \$ est garanti par un certificat de dépôt. Le solde, d'un montant de 0,26 M \$, a été garanti par *Exportation et Développement Canada*.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la directrice des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Ces attestations ont été redéposées le 12 mai 2011, date à laquelle les états financiers redressés du deuxième trimestre de l'exercice 2011 ont été redéposés.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la directrice des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- ~ l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- ~ l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

## Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la directrice des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

## Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.